

Depuis la zad de Notre Dame des Landes

Lettre aux comités locaux

Nouvelles et actions à venir



Chers comités, nous étions un certain nombre à ressentir le besoin de vous écrire depuis le mouvement d'occupation sur la ZAD. Il y a quelques mois, dans une atmosphère de répit, porté-e-s néanmoins par la force de la solidarité combative de l'automne dernier, beaucoup d'entre nous commencions à entrevoir la possibilité d'un abandon du projet d'aéroport. Nous voulions même imaginer ce que pourrait être dans ce cas l'avenir de la zone en termes sociaux, agricoles, politiques. Si ces réflexions étaient alors cruciales et nous ont aidé-e-s à donner un nouveau souffle à la lutte et un surplus de sens au mouvement, nous sentons aujourd'hui comme un regain de tension.

Les pro-aéroports, préfecture, vinci et consorts reprennent indéniablement du poil de la bête : annonces va-t-en guerre et commentaires victorieux sur le rejet des recours au niveau européen, fuites sur de possibles barbouzeries, publication prochaine des décrets préfectoraux nécessaires à « l'amélioration du projet », rapport fumeux de la Direction Générale de l'Aviation Civile sur le coût du maintien de l'aéroport actuel à Nantes, préparation du transfert des espèces et des travaux sur le barreau routier, autorisation européenne au gouvernement français de débloquer 150 millions d'euros pour la construction de l'aéroport... Le ciel qui s'assombrit en ce début d'hiver est balayé par de sales rumeurs et des signaux convergents. Il nous rappelle à la nécessité de nous focaliser sérieusement sur la possibilité d'un démarrage des travaux, dès le début de l'année, accompagné ou précédé de nouvelles

offensives policières. Nous voulons d'abord, dans cette lettre, parer au plus urgent et faire le point sur les menaces qui pèsent sur la zad et sur les perspectives d'actions, manifestations et réactions dans les mois à venir. Mais nous souhaitons aussi prendre le temps de faire quelques retours sur la vie ici et sur les événements marquants de ces derniers mois. Nous avons en effet le sentiment de n'avoir pas toujours réussi à transmettre où on en était depuis la fin de l'occupation policière, ou alors de manière éparpillée. Nous voyons bien que, de loin, il n'est pas toujours aisé d'appréhender ce qui s'est tramé dans le bocage.

Avant d'aller plus avant, rappelons que nous ne parlons pas ici au nom de l'ensemble du « mouvement d'occupation », entité multiple et hétérogène, sans représentation unifiée (et tant mieux). Nous tâcherons néanmoins dans la seconde partie de faire résonner jusque chez vous quelques voix d'occupant-e-s et espérons relancer les dialogues et échanges nécessaires pour envisager ensemble la suite. Le début d'année 2014 sera sans nul doute décisif et il faut s'y préparer en conséquence. Nous ne pourrons gagner les batailles qui s'annoncent sans compter sur la force cumulée de tous les comités. L'un des objets importants de cette lettre est d'ailleurs d'inviter à une rencontre avec les comités locaux, notamment ceux qui sont les plus proches géographiquement, le samedi 18 janvier 2014 à Fay-de-Bretagne en vue de préparer les prochaines actions communes.

Être à la hauteur de la menace

A l'heure où nous écrivons, l'annonce du calendrier préfectoral concernant la mise en oeuvre du projet d'aéroport est encore en suspens. Cependant, les grandes étapes à venir pour eux sont aujourd'hui à peu près claires, de premières perspectives en réactions de notre côté aussi.

- Empêcher le déplacement des espèces et la compensation

Pendant la période d'un an précédant les expulsions, les experts de la compagnie privée Biotope ont été grassement rémunérés par Vinci pour répertorier les espèces présentes sur le site de la ZAD. Il s'agissait d'estimer et chiffrer selon leurs critères la valeur du bocage nantais et d'y appliquer des quotas de compensation. Pour obtenir le privilège de venir tout bousiller là où nous vivons, ils sont censés expulser et "reloger" des tritons crêtés et autres espèces "précieuses", déplacer certains arbres morts abritant des insectes, refaire quelques centaines de mètres de haies, des prairies humides et creuser quelques dizaines de mares. Logiquement ils devraient le faire dans la région alentour, sur des terrains achetés ou loués dans ce but. Mais comme, dans leur logique, tout est compensable, n'importe où et à peu près n'importe comment, il leur est aussi possible de « respecter » leurs quotas en opérant à l'autre bout de la France et même à l'étranger.

Au-delà de l'aéroport de NDDL il s'agit là de la mise en place de techniques d'ingénierie écologique, largement expérimentales et emblématiques du greenwashing moderne, qui pourraient servir de modèle et de légitimation sur la faisabilité d'autres projets de ce type. Pour des compagnies comme Vinci, il s'agit bien d'acheter un droit à polluer et à détruire. Des entreprises mercenaires comme Biotope ou Dervenn se chargent de le légitimer. La compensation incarne une logique gestionnaire qui entend pouvoir paramétrer et quantifier l'entièreté du vivant. Nous entretenons un rapport tout autre aux bois, bocages et chemins, aux histoires qui les traversent et aux êtres vivants qui habitent notre quotidien. Ces liens sensibles et savoir-faires, outils, armes et complices, ressources ou repaires ne se laisseront pas aplanir. Nous refusons absolument que nos vies soient casées et fractionnées à l'infini dans des équations savantes selon les principes éco-nomiques en vigueur.

La mise en place du déplacement des espèces et de la compensation marquerait le début des travaux du futur aéroport. Ils doivent théoriquement opérer avant le 31 mars pour "respecter les cycles biologiques". Les en empêcher, ce sera donc retarder considérablement cette phase,

nécessaire et emblématique pour eux, des travaux de l'aéroport. De premières mares fraîchement creusées ont déjà été rebouchées. Dans un appel commun (lisible sur le site [zad;nadir.org](http://zad.nadir.org)), les opposant-e-s à l'aéroport appellent à venir bloquer les travaux de compensation sur place pour ceux qui le peuvent ou à protester par des actions adéquates devant les mairies PS, préfectures, ou bureaux locaux de Vinci. L'alerte sera donnée largement en cas de travaux. Avis à se tenir prêt-e-s.

- Barrer le barreau routier

Les travaux de l'aéroport devront débuter en outre par la construction du barreau routier, censé le desservir et relier les 4 voies Nantes-Rennes et Nantes-Saint-nazaire pour amplifier l'entrelacement urbain. Les deux projets, aéroport et barreau routier, sont conjoints, indissociables et destructeurs dans les deux cas. L'un pourra servir demain à justifier la nécessité d'achever l'autre. Sur le terrain, on s'accorde donc sur la nécessité de réagir en nombre dès la mise place des premiers chantiers du barreau, à priori notamment la construction d'un échangeur côté est. Une grande manifestation de blocage du chantier ainsi que la mise en place d'un campement de résistance à coté commencent à être discutés. **(Pour plus d'infos et des cartes détaillées sur les travaux à venir, voir documents disponibles sur le site zad.nadir.org)**

- En cas d'offensive policière et de seconde vague d'expulsion, multiplier les fronts

En cas de nouvelle offensive policière massive, des appels courent toujours pour des occupations des mairies, préfectures et lieux de pouvoir un peu partout en France. Bien entendu l'arrivée de renforts et ravitaillements sur la zone, comme à l'automne 2012, sera crucial. En s'inspirant des actions des paysans solidaires lors des journées décisives du 23 et 24 novembre dernier, il nous apparaît en outre possible de travailler dès aujourd'hui à un blocage des axes routiers et des flux économiques essentiels de la région qui puisse se mettre en place le jour j. Diverses options sont envisageables et organisables à l'avance de manière décentralisée : barrages filtrants, opérations escargots, piquets, actions conjointes avec les paysans locaux... Cette perspective permettrait à ceux qui ne pourraient se rendre sur la zad de manifester efficacement leur soutien et leur colère, en forçant la préfecture à oeuvrer sur deux fronts, et en mettant en difficulté le déplacement de ses troupes, en accentuant le coup économique de l'opération et l'impact direct de la solidarité hors de la ZAD. Si vous êtes un comité proche géographiquement, nous vous invitons donc à participer au blocage de la région en le préparant en amont et se coordonnant à ce sujet. Si vous êtes plus loin l'appel à occupation des lieux de pouvoir reste inchangé.

- Manifestation du mouvement à Nantes le 22 février

Une grande manifestation à l'appel de l'ensemble des composantes du mouvement anti-aéroport sera organisée à Nantes, le 22 février peu de temps avant les deux tours des élections municipales. Que cette manifestation survienne dans un contexte de résistance à des travaux déjà engagés sur le terrain ou en amont, elle donnera de nouveau une visibilité forte et massive au mouvement d'opposition à l'aéroport. A l'heure du déplacement des espèces, elle sera un nouveau surgissement du bocage au coeur de la métropole. Notons au passage que les têtes d'affiches des verts si loquaces lorsque les projecteurs pointaient sur Notre Dame des Landes se montrent bien discrets à l'heure où ils négocient sur les listes communes avec le PS pour les municipales.

- Rencontre des comités locaux le 18 janvier

Pour creuser ces propositions et construire ensemble ces actions nous invitons avec l'ACIPA et COPAIN 44 à une grande assemblée des comités locaux (notamment ceux de la région mais pas que) **le samedi 18 janvier de 10h à 19h à Fay de Bretagne. Pour tous renseignements, écrire à reclaimthead@riseup.net**

Retours vers le futur

Un peu d'histoires récentes à présent...

À l'automne 2012 le gouvernement lançait l'opération César et envoyait 2000 policiers expulser la ZAD de Notre Dame des Landes où Jean-Marc Ayrault, Vinci and co rêvaient de construire un futur aéroport. Mais la résistance sur le terrain - à grands renforts de barricades, de projectiles, d'escalade dans les arbres ou de reconstruction incessante de cabanes - allait déclencher un immense mouvement de solidarité et des actions dans toute la France et ailleurs. Le 17 novembre, après 1 mois d'expulsion, 40 000 personnes venaient édifier dans un grand chantier collectif un espace d'organisation et de vie sur la zad : la chat-teigne. Un petit village de bois aux ambiances de western boueux, avec des pilotis et chemins en caillebotis, une cuisine, une no-taverne, des dortoirs, une grande salle de réunion, un atelier et une infirmerie...

- Fin de l'occupation militaire et commission du dialogue



Le 24 novembre 2012, après de nouvelles journées d'affrontement dans la forêt de Rohanne où les squatteurs-euses étaient rejoint-e-s par les habitant-e-s des bourgs alentours et soutenu-e-s par des blocages des grands axes de la région avec des dizaines de tracteurs, ainsi qu'une manifestation de 10 000 personnes à Nantes, le gouvernement décidait d'arrêter momentanément les frais. Il lançait le soir même une commission du dialogue, non pas pour éventuellement remettre en cause le projet, mais tout simplement "pour mieux l'expliquer". Un arrêt des expulsions était prononcé en attendant les conclusions de la commission. Mais le gouvernement n'allait pas lâcher le terrain comme ça, il entendait bien maintenir la pression au moyen d'une occupation militaire des carrefours de la zone. Pendant 5 mois, des compagnies de gendarmes mobiles allaient se relayer en continu pour bloquer les allées et venues, le transport de matériel, pour contrôler et poursuivre des arrestations ciblées. Il s'agissait de diviser la zone, d'espérer ainsi attiser les tensions internes, et de

rendre le quotidien invivable en nous isolant. Leur stratégie fut partiellement neutralisée par l'astuce et l'entêtement de tou-te-s ceux qui continuèrent à faire passer ce qui était nécessaire par les champs et dans la boue, à harceler les barrages, à les tourner en dérision ou à les contourner pour desserrer l'étau. Pendant toute cette période, de nombreuses nouvelles cabanes et habitations étaient reconstruites et des barricades et tranchées étaient maintenues sur certains accès stratégiques et notamment sur la d281, route encore aujourd'hui parsemée de postes de guets, de constructions hétéroclites et de chicanes. Le 11 avril 2013, quelques jours avant une nouvelle grande manifestation d'occupation de terres, la commission du dialogue rendait son rapport et conditionnait la reprise des travaux à de nouvelles études, notamment au sujet des compensations environnementales et agricoles. Suite à cette temporisation, la tactique d'occupation policière, intenable et coûteuse, pourrissant la vie des alentours et de plus en plus décriée, allait heureusement prendre fin. Le 15 avril 2013, deux jours après un premier retrait, les policiers attaquaient le carrefour occupé cette fois par des habitant-e-s de la zad. Cet aller et retour allait occasionner de nouveaux affrontements. Ils n'ont pas remis en place leurs checkpoints depuis.

- Une saison en sursis ?

Sans menace de grandes opérations d'expulsion dans l'immédiat, nous sommes alors entré-e-s dans une nouvelle phase de la lutte. Il ne s'agissait bien sûr officiellement pour eux que d'un retard des travaux, le temps de tenir compte des préconisations des diverses commissions qui avaient rendu leurs rapports en avril : ils comptaient bien revenir et en finir avec la zone défendue.

Sur place, on s'accordait sur le fait qu'on aurait bien tort de baisser la garde et sur l'idée que la mobilisation restait cruciale. Pendant ces mois de "répits", la zone s'est trouvée d'autres rythmes et de nouvelles modalités de luttes. De nouveaux enjeux et ambitions se sont développés :

- * dynamique de "Sème ta zad" - mise en place des différents projets agricoles, réflexions autour du partage et de la mise en culture des terres...

- * chantiers et réflexions sur les structures collectives et habitats de la zad

- * vigilance permanente pour ne pas laisser de travaux préliminaires au projet d'aéroport et à son barreau routier redémarrer

- * renforcement des liens entre les différentes composantes de la lutte et avec les habitant-e-s des alentours

- *solidarité avec ceux et celles qui vont passer en procès dans les mois à venir ou doivent d'ores-et-déjà subir des peines

- * soutien à d'autres zad comme celles d'Avignon, départ de caravanes collectives allant à la rencontre d'autres espaces en résistance...



Le projet d'aéroport apparaissant bien fragilisé, il était par ailleurs nécessaire de commencer ici à imaginer et construire ce que pourrait devenir la zone en cas de « victoire ». Le risque est grand qu'en cas d'abandon, les normes reprennent le dessus et écartent les personnes, formes de vies, habitats et cultures subversives qui s'y expérimentent avec richesse aujourd'hui. Diverses options sont à craindre : redistribution des terres au profit d'agriculteurs cumulards, mise sous cloche par la création d'espace type natura 2000, programme d'urbanisation ou de développement de zones commerciales péri-urbaines... Pour y parer nous avons oeuvré au cours des mois derniers à densifier des liens et pratiques collectives qui ne soient jamais assimilables par ces logiques.

Voici un aperçu de quelques axes importants d'actions ou de réflexions qui ont marqués ces derniers mois :

- Forages et mares, dé-blocage de la d281 et dialogue à la masse : résistances sur le terrain.

Pendant ces mois, l'impuissance de la Préfecture à opérer sur la zone a été de plus en plus patente. Lors de diverses balades de reconnaissance sur le trajet prévu pour le barreau routier, les piquets de géomètre ont été arrachés. En mars 2013, en pleine commission du dialogue, des poteaux électriques fraîchement mis en place dans le cadre d'un chantier préparatoire ont été fracassés à coup de masse par une centaine de personnes. Ils n'ont pas été réimplantés depuis.

En juin, ago a tenté de réaliser des forages pour effectuer des mesures sur la nappe phréatique à grands renforts policiers. Celles-ci étaient nécessaires à l'évaluation des mesures compensatoires. Après une semaine de travaux laborieux de mise en place, les forages ont été sabotés en quelques heures avec la validation de l'ensemble du mouvement considérant que ces études ne visaient qu'à légitimer leur projet.

La semaine suivante, la Préfecture tentait de fermer définitivement à la circulation la d281. Arguant du fait que cette route serait devenue trop dangereuse et qu'elle devait de toutes façons disparaître dans le cadre de la construction de l'aéroport, les autorités ont envoyé des machines pour en bloquer les accès par des glissières en béton et de maxi-blocs de rochers. Deux jours plus tard, la route était réouverte à l'aide de tracteurs. Elle l'est toujours depuis.

Plus récemment, des occupant-e-s ont détecté un tractopelle oeuvrant sur la zone pour le creusement d'une mare dédiée à la "compensation écologique". Après une petite discussion avec le propriétaire, celui-ci a rebouché de lui même la mare en question.

Si sur place, les porteurs du projet ont pour l'instant bien du mal à opérer, l'intensité des enjeux internes et la fatigue post-expulsion se sont manifestées par une difficulté à sortir de la zone. De fait, peu de nouvelles actions offensives à l'"extérieur" ont été menées par le mouvement d'occupation depuis la période des expulsions. Le rôle des comités de soutien à ce niveau est essentiel.



- Les dynamiques paysannes : vers une communisation des terres et des pratiques ?

En 1972 était créée l'ADECA, l'association de défense des exploitants concernés par l'aéroport. Pendant 40 ans les agriculteurs de la ZAD, rejoints en 2000 par l'ACIPA* (*Association Citoyenne Intercommunale des Populations concernées par le projet d'Aéroport de Notre Dame des Landes) et d'autres associations, ont multiplié les actions, études, informations publiques... En mai 2011, la ferme du Sabot, fut le premier projet maraîcher occupé à être initié lors d'une grande manifestation publique par le mouvement d'occupation sur la



ZAD. Le sabot allait rapidement mettre en place un marché pour contribuer à alimenter les alentours, cette lutte-ci et d'autres ailleurs. A ce moment là, il restait une petite dizaine de paysans historiques de la zad à avoir fait le choix de rester et de refuser les compensations. Expropriés ils étaient en passe de devenir eux-mêmes squatteur-euses.

En 2011 plusieurs organisations agricoles de la région se regroupaient pour créer COPAIN 44, animé par des paysans qui n'ont pas de terres sur la zad mais qui sont prêts à s'opposer farouchement au projet d'aéroport. Pendant les expulsions et dans les mois qui ont suivi, la "bande à COPAIN" a été sur tous le front, du Rosier à la Chat-teigne, et a sauvé in-extremis de la destruction une ferme, "Bellevue", devenue un espace d'organisation et de rassemblement sur le terrain. Leurs "tracteurs vigilants" sont devenus un levier crucial de la lutte.

Depuis décembre 2012 l'assemblée "sème ta zad" regroupant paysans de COPAIN, de la zad, occupant-e-s, et acteurs de comités de soutiens a engagé une réflexion sur la gestion collective des terres disponibles sur la ZAD, mais aussi sur les moyens et les fins d'une production agricole débarrassée des maux de l'agriculture intensive et de sa cohorte d'institutions. Cette assemblée prolonge les complicités nées sur les barricades et cherche à définir les bases de réponses face aux conflits et aux rapport de forces que peuvent entraîner la question des terres et de leur usage... Elle est un moyen d'envisager le futur paysan de la zone et des formes de communisation et de solidarité durables.

L'appel à la manifestation "sème ta zad" du 13 avril 2013 a été le fruit de ces rencontres riches et intenses. Quelques mois après cette action collective de soutien au démarrage d'une dizaine de nouveaux projets paysans, un espace commun de distribution des récoltes, le "non-marché", prend place une fois par semaine sur le carrefour libéré (dit de « la Saulce »), occupé en permanence par les gendarmes mobiles pendant les 5 mois précédents. D'autres initiatives émanant de cette assemblée cherchent pour l'avenir à tenir ensemble les différentes dynamiques agricoles, à les charger d'un sens commun.

La montée en puissance de cette dimension inspirante de la lutte n'a pas été sans de vifs débats politiques et pratiques : difficulté de cohabitation entre agriculture conventionnelle et désir de s'affranchir des pratiques agro-chimiques ou de laisser des endroits en friche, volonté de

permettre l'accès aux terres pour les paysans et de maintenir en même temps une protection des lieux occupés, questionnements critiques autour de l'élevage et de la chasse... Ces différends ont pu aller jusqu'à des heurts, mais des échanges plus cordiaux ont pris le pas petit à petit. Aujourd'hui des terrains de cohabitations existent dans la lutte sans occulter les différents positionnements et les mutations possibles des différentes pratiques. En cette fin d'été, l'aventure sème ta zad se poursuit avec ces quelques exemples (parmi d'autres) :

- l'existence d'un atelier de transformation fromagère à la ferme de Bellevue,
- le semis de légumineuses * la décision de laisser certains hectares en friche expérimentale
- la mise en culture d'hectares de blé panifiable pour alimenter la boulangerie collective ...
- la récolte commune de 10 tonnes de patates à répartir entre les différents lieux, avec deux chevaux et quelques dizaines de personnes,

D'autres projets liés à la production alimentaire se sont développés hors du cadre de sème ta zad, à l'instar d'une serre de production de spiruline qui renaît de ces cendres, après un incendie volontaire en septembre dernier.

Début octobre 2013, l'Adeca, Copain et Sème ta zad ont décidé d'une nouvelle action commune sur des champs laissés en friche par ago-vinci. L'objectif était de mettre en culture 21 ha en une journée avec une association d'engrais verts, plantes fourragères et blés panifiables. L'ordonnance judiciaire ubuesque, obtenue la veille par ago-vinci et interdisant tout semis et plantations sur la zad, n'a empêché en rien le ballet de tracteurs et les semis à la volée, tout comme la plantation de nouvelles haies pour redensifier le bocage. En novembre a débuté la réalisation d'un arboretum, un "barreau forestier" sur le tracé du barreau routier. Dans les semaines à venir s'annoncent la plantation de vergers, la création d'un groupe s'occupant de chèvres et de moutons, et un processus "resème ta zad" visant à mieux s'organiser collectivement pour nourrir la zad ainsi que d'autres luttes et lieux amis.

- Vivre sur la zad



Depuis la grande vague d'expulsions, de nombreuses constructions ont vu le jour, renforçant ainsi le mouvement d'occupation. On compte désormais plus d'une soixantaine de lieux de vie et d'organisation collective - de la "mjc" de la Wardine où sont organisés concerts et discussions à la cabane individuelle en passant par le petit hameau (no name, vraies rouges, Chateigne) au village aérien de la gare. On a vu aussi émerger la cathédrale de palettes des 100 noms, le port et sa cabane flottante et aujourd'hui le domaine royal de youpi youpi. Un certain nombre de collectifs extérieurs, auvergnats, limousins ou rouennais sont quant à eux venus construire leurs propres bicoques et palais, pied à terre sur la zone, souvent partagés avec des occupants plus permanents. Les parisiens du transfo ont apporté « la transfu », une bâtisse en kit, devenue un centre médical et auto-média. Ces lieux s'ajoutent aux logements et fermes encore occupés par les habitantEs et agriculteur-trices qui ont refusé de partir. Certaines maisons louées et habitées se sont encore malheureusement vidées ces derniers mois sous la pression d'ago-vinci qui les a immédiatement dégradées: destruction des escaliers, fenêtres, canalisations... L'enjeu pour le mouvement a été à chaque fois de les investir au plus vite avant qu'elles ne soient complètement saccagées, de les barricader ou de les protéger avec des tracteurs, et de les restaurer. C'est ce qui a pu se produire au Moulin de rohanne, aux Domaines ou à la Freuzière, ces dernières semaines encore. On estime que plus de 200 personnes vivent en permanence sur la zone, auxquelles s'ajoutent de nombreux soutiens et ami-e-s de passage et la certitude que des centaines d'autres pourraient débouler à la moindre alerte sérieuse.

Pour beaucoup des occupant-e-s de la zad, les expulsions ont été une période folle et galvanisante, mais aussi un moment de destruction, de perte de repères et de bouleversement des communautés existantes. Dans la foulée des manifestations et appels à résister, l'année passée a été l'occasion d'un tas de nouvelles arrivées. Beaucoup en font le constat, chacun à sa manière : il y a à la fois plus de monde et de cabanes sur la ZAD qu'avant les expulsions, une force collective éprouvée face à l'opération César, des rencontres magiques et des rêves, des projets pour habiter et cultiver la zone à long terme. Il y a eu en même temps par moments la peur d'un pourrissement, un sentiment d'éparpillement, des histoires glauques et des tensions larvées qui ont pu parfois se traduire par de piètres sursauts identitaires et certains dogmatismes idéologiques, par certaines violences et coups de pression de parts et d'autres. Les mois d'expulsions ont aussi amené l'arrivée en renfort de personnes portant souvent une révolte profonde, parfois marginales et précarisées et qu'il ne s'agissait pas de rejeter, comme partout ailleurs.

Le grand remue ménage des mois derniers n'a pas été sans frictions entre anciens, nouveaux, soutiens, riverains, paysans et groupes de passages. Des conflits ont pu se cristalliser autour de question de voisinage, de sexisme, de classes, d'usage d'alcool et autres drogues, ou de positions sur la lutte et sur l'accessibilité des routes de la zad. Trouver des formes de cohabitation et d'autogestion à grande échelle, dans une "zone de non-droit" pour l'Etat est un des enjeux politique majeurs, à la fois passionnant et ardu auquel à faire le mouvement aujourd'hui : comment ne pas fermer les yeux sur les embrouilles ou les fuir, mais les prendre à bras le corps et tenter de s'émanciper chemin faisant du recours aux institutions répressives, qu'elles soient policières, judiciaires ou psychiatriques ? D'autres types de péripéties sont aussi venues entâcher le moral par à coups. Des incendies ont en effet ravagé des structures telles que Bison Futé, mythique tour de guet installée sur la d281, la halle du marché du carrefour libéré ou la maison de la Sécherie. La destruction suite à plusieurs départs de feux à l'essence d'une maison occupée de longue date au niveau du carrefour des Ardillères a été évitée de justesse. Après une motivation collective, des travaux d'assainissement et une remise en état, elle est de nouveau tout à fait vivable et a été rebaptisée Phoenix... Ces attaques souvent obscures, dont on présume qu'une partie au moins ont été lancées par des personnes clairement hostiles à la zad ont mis à l'épreuve la ténacité du mouvement. Au final, le Phoenix comme le non-marché sont toujours là.

Si le soutien du côté des habitant-e-s des bourgs alentours a été impressionnant pendant les expulsions, la circulation sur la départementale d281, entre autres, a engendré des blocages. Certain-e-s riverain-e-s se sont sentis excédé-e-s par les chicanes, ralentisseurs et les interactions avec des personnes pas toujours des plus avenantes. Des occupant-e-s pointaient du doigt de leur

côté les chauffard-e-s et affirmaient leur volonté de conserver des dispositifs défensifs sur cette route en cas d'attaques. En réponse, à la fin de l'été, une réunion avec les habitant-e-s du coin s'est organisée dans un bourg mitoyen de la zad. L'objectif était de se rencontrer, de se confronter aux problèmes réels et de désamorcer les projections fantasmées d'un côté comme de l'autre. Cela a été une réponse efficace au montage en épingle par la préfecture de quelques faits divers pour provoquer un pourrissement et justifier son retour en force. Malgré la stratégie de la tension déployée par les autorités, il apparaît aujourd'hui que pas mal des embrouilles qui pouvaient parfois pourrir le quotidien et fragiliser le mouvement d'occupation se sont aujourd'hui apaisées. Des bases de dialogue et de solidarités se renforcent et l'alliance riche autant qu'à priori improbable entre nouvelles arrivant-e-s, ancien-ne-s du coin et militant-e-s de longue date, entre associations et occupant-e-s autonomes, anti-aéroports et anticapitalistes n'a pas été brisée. Ce front entrelacé ne sera pas aisé à balayer.



Comme sur tout autre habitat débordant de vie, comme sur toute autre lutte qui a pris racine, il y a en arrivant sur la zad un temps nécessaire pour appréhender la texture locale, les personnes et modes de fonctionnement. Si cette posture exige sans doute une certaine humilité, il est indispensable par ailleurs pour les "ancien-ne-s" de s'impliquer dans la transmission. Sur cette première période post-expulsion, les exigences immédiates liées à la reconstruction d'abris, au besoin de reprendre pieds ou de ressouder des collectifs, ont parfois primé sur la curiosité et le désir de rencontres. Nous étions souvent divisé-e-s entre enthousiasme pour le passage, le soutien constant, et ras le bol face au côté "tourisme militant" laissant le sentiment d'être sur-sollicité-e-s sans toujours laisser de liens durables. Du reste, il importe à beaucoup d'entre nous que la zad ne se renferme pas dans la constitution d'un ghetto alternatif auto-centré mais puise sa force dans sa porosité avec le monde et dans ce que la friction bouleverse. Habiter ensemble la ZAD n'est pas seulement affaire de nombre mais bien d'intelligence collective, de circulation et de coordination entre les groupes....de partage des histoires et des différents regards. Il n'y a jamais eu et il n'y aura pas d'entité « zadiste », « occupant-e-s » ou « squatters » homogène. On peut même considérer comme un enjeu le fait de ne pas s'enfermer dans cette représentation, à la décloisonner avec les paysan-ne-s et habitant-e-s de la zone devenu-e-s de fait « squatters » et tous les autres qui prennent part au mouvement.

De nombreuses structures collectives se sont constituées ou renforcées : médic, radio pirate, groupes automédias, atelier de réparation de vélo ou d'écriture, de sérigraphie... Le quotidien est souvent ponctué par des chantiers plus conséquents (construction de poêles ou murs en terre crues,

escalade ou nettoyage de la route) et l'accueil de rencontres larges (batukadas, médias libres...). En ce début d'hiver, il est prévu entre autres d'installer un hangar de stockage pour "sème ta zad" sur le site de l'ancienne maison du rosier ou encore de construire une éolienne à côté de l'empire state building des 100 noms. Chaque lundi, le zad news, bulletin de liaison locale est livré dans les boîtes aux lettres des différents lieux de vie avec ses petites annonces, infos, agenda de la semaine et bien souvent des textes de réflexion internes. Pendant tous ces mois, les « naturalistes en lutte » ont de leur côté multiplié leurs allées et venues sur la zone, réalisant un travail de contre-enquête face aux projets de compensation et de transfert des espèces.

La vie sur la zad a été traversée aussi par l'arrivée d'évènements de masse, organisés notamment par l'acipa en lien avec des comités locaux. Si le mouvement d'occupation n'a pas vraiment rattaché à la chaîne humaine du 11 mai, lors du grand rassemblement d'été des 3 et 4 août des personnes d'ici sont venues tenir des stands et cuisines, tandis que d'autres privilégiaient la mise en place d'une teuf alternative avec des grosses basses, sur des champs voisins.

Un des éléments structurants est la poursuite d'assemblées larges deux fois par mois qui réunissent depuis janvier 2013 les différentes composantes du mouvement afin d'échanger sur les stratégies, perspectives mais aussi sur les enjeux du quotidien. Elles cristallisent la possibilité de s'organiser à partir d'une réalité communément partagée, celle d'habiter à plus ou moins long terme sur la ZAD et aux alentours, mais aussi de composer avec tou-tes ceux de la région ou d'ailleurs qui souhaitent participer à la réflexion et se mêlent aux voix qui résonnent dans le hangar de la vache-rit en en réchauffant l'atmosphère.

- La chateigne

En décembre 2012 un appel était lancé afin que des comités locaux et collectifs se relaient à la chat-teigne pour y apporter leurs expériences, leurs imaginaires et leurs outils ; pour que l'on s'enrichisse ici de résistances d'ailleurs et pour que ces collectifs puissent apprendre de la zad et s'y impliquer. Pendant l'hiver et le printemps de nombreux groupes ont répondu au défi et ont formé des convois pour venir passer quelques jours ensemble dans le bocage...

Se sont entrecroisés à partir de la chat-teigne des chantiers électricité et des grands jeux - des balades anti-tht autour des pylônes ou des promenades pour se repérer sur le futur tracé du barreau routier et joyeusement dépiqueter - des expos et transmissions orales d'histoires de la zad et de la lutte par les habitant-e-s qui résistent - des constructions de cabanes, d'un dôme et même d'une villa en ossature bois ou d'un château en kit ailleurs sur la zone - des récits sur des potagers collectifs, des luttes de paysans indonésiens et des histoires des mouvements ecoloradicaux anglais des années 90 - des dynamiques féministes et des chantiers entre meufs - des préparations d'actions, manifs et départs collectifs pour la zad d'avignon - des discussions sur ce que serait une « victoire » ou sur les grands plans d'aménagement du territoire - des cantines de guerre et des menus succulents - des ateliers de masques et de défense des barricades, de massage ou de samba - pas mal de fêtes, de chants de (no) tav-erne et de danses à fendre les planchers... Cela a permis de rencontrer des groupes de Lyon, d'Auvergne, du Diois, de Dijon, du Finistère, de Rennes, du nord-Nozay, des Millevaches, de Paris...et pas mal d'autres champs d'actions : anti-carcéraux, gaz de schistes, anti-spécistes, médias autonomes...

Cette expérience forte et singulière montre comment la résistance ici est entrée en résonnance avec des espoirs et révoltes disséminés un peu partout. Par ailleurs divers comités locaux venus à la chat-teigne ont témoigné du fait que le temps passé sur la zad avait représenté un moment précieux pour se connaître dans d'autres cadres, s'organiser ensemble et revenir plus fort-e-s par chez eux. En mai, un nouvel appel a été lancé à des collectifs divers et variés pour qu'ils continuent à venir occuper régulièrement la chat-teigne. Cet appel n'a pour l'instant pas aussi bien fonctionné que par le passé et la chat-teigne a malheureusement été un peu délaissée. Force est de constater, qu'au delà des réunions régulières qui s'y tiennent, les énergies locales ne suffisent pas à

la faire vivre pleinement. Alors on profite de cette lettre pour le relancer. Que ce soit en période plus calme ou en cas de regain de tension, on a toujours besoin de la patate apportée par des groupes d'ailleurs. (pour tous contacts : zad.presidio@riseup.net)



– Face à la répression

Faire face à la répression était déjà un enjeu constant avant les expulsions et a continué à l'être depuis. Après chaque arrestation, la legal team (équipe juridique) a fait et continue de faire un travail de suivi, que ce soit en communiquant avec les personnes arrêtées, en contactant des avocats, la famille ou les proches. Elle assure un lien avec les personnes qui restent en prison, un soutien moral et parfois financier.

Pendant le premier mois de l'opération César à l'automne 2012, la préfecture qui rêvait encore d'une expulsion HQE n'a pas recherché les arrestations et s'est contentée de ficher, blesser les opposants et de détruire les maisons. A la fin du mois de novembre, des premières personnes ont été arrêtées par des flics infiltrés qui les avaient incitées à aller à l'affrontement en passant devant les barricades. A partir de ce moment, concordant avec le début de l'occupation militaire, les arrestations n'ont pas cessé, souvent à l'encontre de personnes nouvelles sur la zone. Celles-ci n'avaient parfois que de maigres connaissances des différentes procédures et pas forcément l'habitude de se défendre face à la justice ou de compter sur des appuis collectifs. Il arrivait souvent que le ton monte lors de tentatives de contrôle au carrefour ou que les occupant-e-s de la zad répondent à la pression quotidienne par des harcèlements ponctuels des groupes de gendarmes, parfois au prix de blessés et de nouvelles arrestations. Il est à noter qu'avant les expulsions, la plupart des habitant-e-s de la zad avaient pris pour habitude de ne pas donner leur papiers d'identité, lors de contrôle, parfois avec quelques heures infructueuses de vérification à la clé, et même lors d'arrestations. Cette pratique s'est diffusée avec succès jusqu'à devenir une habitude communément partagée au point de décourager bien des velléités policières.

Qu'elles y aient activement participé ou pas, les personnes arrêtées pendant les moments d'affrontements sont passées en procès dans la plupart des cas pour « violence sur agent », « participation à un attroupement après sommation de dispersion », pour des « refus de se soumettre au prélèvement signalétique et/ou ADN », et régulièrement pour « port d'arme ». Les peines infligées dans ces cas là se situent majoritairement entre 1 à 3 mois de prison avec sursis pour les personnes ayant un casier judiciaire vierge. Celles étant en récidive ou ayant des inscriptions dans le casier judiciaire ont généralement pris de la prison ferme (entre 2 et 5 mois). Les personnes arrêtées sont aussi majoritairement passées en comparution immédiate (jugements suivant immédiatement la garde à vue et ne laissant pas le temps de préparer sa défense). Les personnes ayant refusé la comparution immédiate (ce qui est quasi toujours à conseiller pour se laisser des chances de condamnations moins lourdes) ont parfois subi un contrôle judiciaire de plusieurs mois jusqu'à leur procès. Toutes les personnes condamnées pour des confrontations avec les flics ont reçu automatiquement une interdiction de présence dans un périmètre proche dans la zad (voire dans l'ensemble du département ?). Quelques amis paysans ont aussi écopé d'amendes ou de prison avec sursis pour refus d'obtempérer ou utilisation d'arme contre les forces de l'ordre, l'arme en question pouvant être un tracteur. De nombreux procès ont eu lieu pour refus de prélèvement adn et de signalétique.



Au total, 45 personnes actives dans cette lutte sont passées en procès à Nantes ou à St Nazaire entre octobre 2012 et juin 2013. 5 camarades ont été relaxé-e-s lors de leurs procès, et 3 autres ont réussi à être relaxé-e-s de certains des chefs d'inculpation à leur encontre. D'autre part depuis le début de l'année, le nombre des procès liés à des actions de solidarité à cette lutte, mais survenues ailleurs que sur la zad, ne cesse de croître. Plus d'une vingtaine de personnes ont été interpellées (Paris, Aveyron, Bretagne). De même les convocations en gendarmerie suite à des actions ayant eu lieu des mois auparavant (surtout des péages gratuits) ne cessent de se multiplier. Pas mal de personnes ont refusé de se rendre à ces convocations sans que cela n'ait de suite et pour l'instant ces convocations n'ont pas donné lieu à des procès. On peut donc considérer qu'en ce qui concerne les péages gratuits notamment, il s'agissait de mettre un coup de pression sur certains protagonistes d'une pratique en train de se diffuser, sans que Vinci ou les autorités n'osent dans ce contexte aller

plus loin. On peut mettre cette situation au bénéfice du mouvement large et d'un rapport de force suffisamment conséquent pour fragiliser par moments les velléités répressives. Il n'est pas impossible cependant qu'arrivent d'autres convocations liées à des faits d'il y a quelques mois, voire peut-être des perquisitions de domicile.

Récemment, une personne surprise en train de faire de la récupération de nourriture dans des poubelles de supermarché a été arrêtée, puis incarcérée parce qu'elle était recherchée pour d'autres faits. Cela a été aussi le cas d'une autre personne arrêtée lors d'une manifestation contre les veilleurs à Nantes en septembre. Deux personnes arrêtées sans témoins sont encore actuellement en prison et il semblerait qu'au moins l'une d'elle ait été arrêtée sur la zad.

Au cours des mois derniers, de nombreuses actions ont été initiées face à la répression : manifestations, fêtes de rue, blocage d'un pont à Saint-Nazaire avant un procès, rassemblements et pique-nique bruyants devant les tribunaux, présence lors des procès. 2 ou 3 manifestations sauvages ont fini leur course devant les grillages de la prison afin d'y faire des parloirs en plein air et une nuit des tracteurs ont fait le guet devant le commissariat. Une campagne contre le fichage adn vient d'être lancée. Des sous ont été collectés pour parer aux amendes et frais de justice. Il en faudra plus encore (**pour tous chèques et dons, envois à l'association "Vivre sans aéroport" : la primaudière 44130 Notre dame des Landes**). Le soutien à tous les inculpés de la lutte est primordial pour tout mouvement qui souhaite s'inscrire dans la durée et ne laisser personne derrière lui. D'autant que l'on peut s'attendre à ce que cela soit pire si ils reviennent en force. Il reste beaucoup à faire pour renforcer cet aspect d'ici là et créer la confiance collective nécessaire pour leur faire front.

En guise de conclusion, bravo, merci, salut à vous tous/tes qui avez lancé des actions de solidarité, qui êtes passé-e-s par ici, qui avez été inspiré-e-s par ce qui s'est passé sur la zad pour mener d'autres résistance de terrain et qui nous avez inspiré. On ne serait plus là sinon. On compte sur vous pour remporter cette lutte avec nous en cette année qui sera sans nul doute décisive, et on espère que les dynamiques d'ici continueront à essaimer ailleurs. Nous espérons bien vous retrouver dans un premier temps le samedi 18 janvier pour la rencontre des comités locaux. À bientôt..

Des occupant-e-s de la zad – contact zad@riseup.net

